

Médecins sans frontières est confronté à des violences sexuelles quasi systématiques sur certaines routes migratoires. Le résultat de politiques d'accueil ultra restrictives, selon l'ONG

Routes migratoires jonchées d'abus



PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Violences sexuelles ▶ A nos portes, des dizaines de milliers de personnes à la recherche d'une vie meilleure risquent chaque année leur peau et leur intégrité pour trouver refuge. Parmi elles, nombreuses seront victimes d'abus sexuels, en grande majorité des femmes. Médecins sans frontières (MSF), qui fournit une assistance sanitaire, psychologique et sociale aux migrant-es le long de leur parcours, est aux premières loges pour recueillir les témoignages. «Ce qui se passe est au-delà de notre entendement», confie Nelly Staderini, responsable médicale de l'Unité santé femmes et enfants de MSF, qui explique que les humanitaires sont dépassés par la situation. Seule une politique d'accueil migratoire digne de ce nom en Europe et en Amérique du Nord pourrait mettre fin à ces crimes, selon l'ONG. L'asile devrait notamment inclure les violences sexuelles dans ses critères d'attribution, un thème développé ce soir au cours d'un débat et d'une projection à Genève au Festival international des droits humains¹ auxquels prendra part Nelly Staderini. Interview.

Quelle ampleur prend le phénomène des violences sexuelles sur les routes migratoires?

Nelly Staderini: La situation est différente sur chaque route. MSF est présente sur trois d'entre elles: celle venant de l'Afrique subsaharienne, continuant par la Libye et la Méditerranée, puis celle passant par le Moyen-Orient, la Turquie et la Grèce, et celle partant d'Amérique du Sud, qui traverse toute l'Amérique centrale jusqu'au Mexique. Il y a deux régions où les violences sexuelles constatées par MSF atteignent un caractère systématique: dans les centres de détention en Libye (contrôlés par l'Etat,



MSF a recueilli de nombreux témoignages sur son bateau, le *Geo Barents*, qui sauve les migrant-es au large de la Libye. «Sur les 558 passagers à bord, 49 ont été traités pour des violences sexuelles», observe Nelly Staderini. VIRGINIE NGUYEN HOANG/HUMA

ndlr) et dans la jungle du Darien, en Colombie, où des groupes armés illégaux opèrent.

La Grèce n'est pas épargnée non plus...

Non. De très nombreux migrant-es se retrouvent arrêtés dans leur parcours en Grèce. Beaucoup y sont agressés sexuellement – parfois une seconde ou une troisième fois après leur parcours migratoire antérieur – parce que les conditions de vie n'y sont pas sûres. L'accès aux foyers d'accueil n'est pas garanti, beaucoup dorment dans des parcs, des camps informels, des squats à Athènes. De très nombreux mineurs non accompagnés se retrouvent dehors, on les voit aller et venir, c'est très douloureux.

Dispose-t-on de chiffres fiables sur le phénomène?

MSF ne compile pas de statistiques globales. La section suisse a soigné 1500 victimes de violences sexuelles en 2021. Il est intéressant de constater que

la grande majorité de ces cas proviennent de quatre pays: le Honduras, la Grèce, la Tanzanie (réfugiés venant du Burundi) et la RDC (camps de déplacés). On observe que le contexte actuel de la migration favorise le phénomène. En Grèce, nous avons publié une étude sur l'offre de soins dans la population migrante où 18% des victimes traitées avaient subi des violences sexuelles dans leur pays d'origine ou durant leur migration, et ce chiffre était deux fois plus important dans le camp de Lesbos! Cela montre à quel point des situations peuvent favoriser cette vulnérabilité.

Dans quelle mesure les mineur-es sont-ils concernés?

Dans certains contextes, 50% des victimes des violences sexuelles que la section suisse de MSF a traitées sont des mineur-es.

De nombreux hommes subissent aussi des violences sexuelles. Le phénomène est mal connu...

Oui, et il est sous estimé car il est très difficile pour les hommes de se déclarer victimes de ces actes, surtout que dans certains contextes cela fait partie de formes de torture. La porte d'entrée dans les soins relatifs aux violences sexuelles se trouve souvent au niveau des soins de santé sexuelle et reproductive, dans des lieux fréquentés essentiellement par des femmes. Et les hommes ont souvent plus de difficultés à en parler, par peur d'être stigmatisés. La prise en charge médicale des hommes est donc un défi à relever. Cela dit, près de 30% des victimes de violences sexuelles traitées par MSF dans la capitale du Honduras et sur l'île de Lesbos en Grèce au sein de la population migrante sont des hommes.

Qui sont les auteurs de ces violences sexuelles? D'autres migrants, des passeurs, des gardes, de membres des forces de sécurité?

Il y a un peu de tout. Potentiellement, ce peut être n'im-

porte qui en position d'obtenir quelque chose de la part d'une personne en situation de vulnérabilité. Les violences sexuelles arrivent partout, tout le temps et à tout le monde.

Fin décembre, MSF a recueilli de nombreux témoignages sur son bateau, le *Geo Barents*, qui sauve les migrant-es au large de la Libye. Que disent-ils?

Sur les 558 passagers à bord, 49 ont été traités pour des violences sexuelles. Tous les témoignages concordent sur les violences systématiques perpétrées par les gardes dans les centres de rétention pour migrants en Libye. Ils utilisent leurs armes pour frapper, et manient l'électricité pour torturer. Dans les prisons pour femmes, les gardes violent les filles de façon systématique. Les témoignages abondent également sur les violences commises par les groupes armés non étatiques et par les garde-côtes. Le bateau offre aux victimes leur première opportuni-

té de parler de ça. On sécurise un environnement où les gens peuvent raconter ce qui leur est arrivé. Ça, c'est fondamental aujourd'hui. Pour eux, être écoutés est une des choses les plus significatives dans l'offre de soins.

Vous avez vous-même accompli plusieurs missions sur les routes de la migration, qu'est ce qui vous a le plus marquée?

Ce que nous observons dépasse l'entendement. Je me souviens de cette femme en Grèce qui avait été abusée dans un parc. Après les soins qu'elle a reçus, elle n'avait d'autre choix que d'y retourner. Ce cas est loin d'être isolé. MSF offre un accompagnement social, mais n'a pas toujours de solution immédiate. La situation dépasse tout le monde. Nous nous trouvons face à un mur. Les sages-femmes grecques qui prennent en charge les victimes de violences sexuelles l'expriment souvent, «on en peut plus, c'est trop», tout cela va bien au-delà du médical.

D'où l'importance de votre action de plaidoyer pour trouver des solutions en amont. Qu'en est-il?

Oui, c'est une partie importante de notre travail, mais les résultats se font attendre. Alors que nous avons abondamment témoigné sur la situation catastrophique en Grèce, celle-ci s'est aggravée depuis 2015. Avant, MSF avait au moins accès aux camps. Maintenant ce sont de véritables lieux de détention où nous ne pouvons entrer, comme sur l'île de Samos où le nouveau camp ressemble à une prison entourée de barbelés. Les renvois illégaux de migrant-es, les *pushbacks*, (vers la Turquie, la Libye ou d'autres pays), ont aussi augmenté. C'est très frustrant, mais il faut comprendre que le plaidoyer a un temps plus long que celui du soin. Parfois les résultats ne se font sentir que dix ans plus tard. Il ne faut pas cesser d'espérer, mais continuer à raconter, à communiquer et à négocier. I

¹A 19h, à l'espace Pitoëff, 2 rue de Carouge. Plus d'informations sur fifdh.org

Résultat d'une politique délibérée de l'Union européenne

Que devraient faire les Etats pour lutter contre les violences sexuelles pendant la migration?

NSI: Il faut avant tout qu'ils sécurisent les routes de migration. C'est tout le contraire qui se passe aujourd'hui. Le cas de la Libye est particulièrement édifiant. Les gouvernements européens connaissent parfaitement les crimes commis par les autorités libyennes contre les migrant-es. Pourtant, ils travaillent main dans la main avec elles. L'UE fournit un soutien financier et matériel à la Libye pour empêcher les migrant-es de traverser la Méditerranée. Les contribuables eu-

ropéens ont déjà versé 55 millions d'euros aux institutions libyennes chargées du contrôle des frontières. La stratégie mise en place par les Etats européens et l'UE a pour conséquence une augmentation des violences sexuelles. Leur responsabilité politique est engagée. Les renvois illégaux vers la Libye sont bien documentés également. Il est urgent d'arrêter de soutenir des systèmes qui engendrent ces violences à l'encontre des migrant-es. Les gens ne sont pas vulnérables, ils sont mis dans des situations de vulnérabilité. Cela a été décidé et planifié. Ce sont des politiques qui les

gènèrent, pas la conséquence d'un tsunami.

Quelle autre approche préconisez-vous?

Au lieu de travailler sur la défense des frontières, on devrait créer des routes de migration alternatives, sûres et légales. Nous demandons aussi une prise en charge digne dans les lieux de passage sur le sol européen, une politique d'asile cohérente, une possibilité d'obtenir des visas humanitaires pour les situations intermédiaires et des opportunités de réunification familiales. Il faut aussi que les violences sexuelles soient prises

en compte en tant que motif d'asile.

Pourquoi les violences sexuelles sont-elles un motif d'asile valable? Une pétition¹ demande une reconnaissance des motifs d'asile propres aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQIA+.

Les violences sexuelles et sexistes poussent de nombreuses femmes et personnes LGBTQIA+ à fuir leur pays et à demander l'asile en Europe. Il s'agit simplement de reconnaître ce fait. Ces personnes sont aussi presque systématiquement exposées à la violence et à l'exploitation tout au

long du parcours migratoire. De surcroît, si elles devaient revenir dans leur pays d'origine, elles seraient souvent rejetées pour les mêmes raisons. Dans biens des pays, une personne abusée sexuellement peut difficilement se marier ou même trouver un travail. PROPOS RECUEILLIS PAR CKR

¹feministasyllum.org



«La responsabilité politique des Etats européens est engagée» Nelly Staderini

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.